



LÉGATION DE SUISSE
EN ARGENTINE

dodis.ch/8688

En circulation.
10.9. *M. Sp.*

BUENOS AIRES, le 3 septembre 1951.
Calle Uruguay 740
T.E. 440074/77

RÉFÉRENCE: NOTRE A.64.2.- F/w.
VOTRE
(à rappeler dans la réponse)

RAPPORT POLITIQUE N° 10.

Retour
24.9.51. N.

Monsieur le Conseiller Fédéral,

Faisant suite à mon rapport n° 9 du 25 août dernier, concernant le grand congrès organisé par la C.G.T. à Buenos Aires, pour prier M. et Mme. Perón d'accepter la présidence et la vice-présidence de la République en vue des prochaines élections du 11 novembre, je me permets de porter à votre connaissance - uniquement pour compléter votre information - que Mme. Perón a fait savoir au pays, par la radio, vendredi dernier, qu'elle n'acceptait pas la candidature à la vice-présidence. Elle n'a pour ainsi dire donné aucune raison "valable" de son refus, surtout si on pense que lors du rassemblement du 22 août, elle avait accepté la candidature. Elle s'est bornée à dire que le seul honneur auquel elle aspire consiste dans l'amour de "son peuple", qu'elle le possède et qu'elle désire continuer à travailler pour le peuple, comme jusqu'ici. On ne voit pas très bien pourquoi la vice-présidence l'aurait empêchée de poursuivre cette tâche. Au contraire.

Dans ma lettre précitée, je vous avais déjà exposé qu'en dépit de la réponse affirmative que Mme. Perón avait donnée aux quatre cent mille travailleurs convoqués à Buenos Aires pour la célèbre concentration du 22 août, en dépit de l'annonce de cette réponse par les organes du parti peroniste et par toute la presse, mes renseignements me portaient à croire qu'en définitive la décision de Mme. Perón serait négative. Pourquoi a-t-elle pris cette attitude, alors que chacun connaît son ambition

Monsieur Max Petitpierre,
Conseiller Fédéral,
Chef du Département Politique Fédéral,
B e r n e .-

Dodis



démesurée et alors qu'elle a tout fait pour arriver au poste qu'on lui a enfin offert avec, d'ailleurs, un enthousiasme mitigé? Ce qui s'est passé en réalité on ne le sait pas d'une façon exacte, mais on m'a assuré que plusieurs généraux amis du président ont eu enfin le courage, devant le danger croissant, de lui exposer que l'élection de Mme. Perón ne serait pas tolérée par l'armée et que, si elle acceptait la candidature, des désordres graves seraient presque certainement inévitables. En écoutant le message de Mme. Perón à la radio et en le relisant après, on a eu l'impression nette qu'elle obéissait, en renonçant à sa candidature, à une injonction, car elle a trop mis l'accent, entre autres choses, sur le fait qu'il y aura certainement des "infâmes" qui ne croiront pas à la spontanéité de son geste. Du reste, mille autres éléments sur lesquels je renonce à insister ici, pour ne pas vous ennuyer avec des détails qui ne vous intéressent sans doute que très moyennement, me donnent la certitude que la renonciation de Doña Eva, lui a été commandée. Je pense, par exemple, à une conversation que j'ai eue avec elle en mai dernier et, au cours de laquelle, Mme. Perón a insisté avec passion sur la nécessité de faire participer les femmes au gouvernement. Et d'ailleurs on connaît trop bien tous les dessous de la politique peroniste et les buts de M. et Mme. Perón pour ne pas savoir à quoi s'en tenir. Pour moi, il n'y a pas de doute que l'attitude de Mme. Perón lui a été dictée par une nécessité politique, pour ne pas dire par la crainte de tout perdre pour avoir voulu trop obtenir. Par ce geste, le peronisme a des chances de réduire la force de l'opposition, à l'intérieur et à l'extérieur du parti. A Mme. Perón il reste la satisfaction d'avoir été sollicitée, si non par le pays entier, au moins par une foule impressionnante; de voir son sacrifice donné en exemple dans toute la presse du pays, comme le plus beau geste de l'histoire du monde; d'entendre dire, depuis plusieurs jours, qu'elle est la femme la plus grande du monde et de l'histoire et que si le général est un génie, elle est sublime, etc. Je renonce à citer la prose mise à la mode par le peronisme: elle n'a d'exemple ni en Italie ni en Allemagne.

Après avoir pris acte de la renonciation de Mme. Perón, le Conseil supérieur du parti peroniste a proclamé la candidature de M. Hortensio Quijano à la vice-présidence. Comme vous le savez, M. Quijano est le vice-président actuel, un ancien politicien radical trop heureux de cueillir les lauriers même au prix d'un idéal âprement défendu autrefois. Il s'agit d'un brave homme qui m'a dit beaucoup de bien de la Suisse, beaucoup de mal du capitalisme nordaméricain et qui m'a parlé de la liberté et de la démocratie avec beaucoup de conviction. Il ne joue aucun rôle et il n'est qu'un instrument dans les mains du général Perón.

Quant aux élections qui devront avoir lieu le 11 novembre, il est encore un peu tôt pour en parler. On pense, en général, qu'elles ne donneront pas lieu à des incidents graves et que Perón, de même que ses acolytes, seront élus. Certains bruits qui courent avec une certaine insistance laissent toutefois la porte ouverte aux surprises. Il semble, par exemple, que le colonel Mercante, actuel gouverneur de la Province de Buenos Aires, l'ami le plus intime du couple Perón jusqu'à tout récemment, serait devenu l'ennemi le plus dangereux du président, celui-ci l'ayant laissé tomber on ne sait au juste pour quels motifs. On serait maintenant en présence des "frères ennemis" par excellence. M. Mercante semble disposer de certains appuis très puissants au sein même du peronisme et on affirme qu'il est sur le point de les faire jouer. A La Plata, onze députés peronistes viennent de démissionner dans des circonstances non encore tout à fait claires. Parmi les employés des chemins-de-fer le mécontentement grandirait à cause des suites des grèves dont je vous ai entretenu dans de précédents rapports. Dans la population, le mécontentement à cause de l'augmentation constante du coût de la vie, commence également à se faire jour. La pénurie de viande, de vin, de café, de sucre, ainsi que le manque presque total de beurre, etc. contribuent à aiguïser la mauvaise humeur de ceux qui, hier encore, exaltaient le régime. La baisse constante du peso, les difficultés énormes dans lesquelles se débat l'industrie, la récolte qui s'annonce très mauvaise,

aident puissamment l'opposition.

J'incline à penser que le peronisme aura raison de tous les mécontentements et que Perón sera réélu. Les surprises sont évidemment possibles, mais le parti officiel dispose de tels moyens pour réussir qu'il faut vraiment faire preuve de trop d'optimisme pour croire à sa défaite par le jeu du scrutin. Il n'est que trop instructif de lire les dix commandements donnés aux membres du parti par la Confédération du Travail, pour se rendre compte des moyens utilisés! Les voici: "1) chaque peroniste doit être une sentinelle du mouvement, partout: où il travaille et où il vit; 2) il doit immédiatement dénoncer tout attentat à l'ordre public et à la paix; 3) il doit surveiller tous les éléments étrangers opposés aux intérêts du pays et les dénoncer; 4) il doit dénoncer à la police et au parti toute personne distribuant des pamphlets qui incitent au désordre et à la conspiration; 5) chaque syndicat de la C.G.T. doit surveiller tous les centres susceptibles de sabotage et les sauver en cas de nécessité; 6) si des attentats ont lieu contre les intérêts sacrés du pays (lesquels?) la population a le droit de se défendre avec ses propres moyens; 7) chaque peroniste n'hésitera pas à répondre à chaque violence par des méthodes analogues; 8) chaque peroniste est obligé de défendre son parti (mouvement) sans aucune limite de temps ou de lieu et avec les moyens qu'il jugera les plus appropriés; 9) le mouvement peroniste ne doit avoir aucun égard pour la personne de ses ennemis; il respecte la liberté d'expression de ses adversaires, mais il ne peut pas être rendu responsable (!) des réactions que provoquent chez lui les propos de l'opposition lorsqu'elle offense les peronistes; 10) que chacun sache comment il doit remplir son devoir de peroniste: aucune provocation ne doit rester sans réponse, aucun excès sans répression, aucun abus sans punition."

Un tel document se passe de commentaire. Son style et son contenu suscitent en nous de très tristes souvenirs et nous donnent une idée encore plus triste du niveau du parti qui gouverne en Argentine. Ce décalogue ne peut laisser présager rien de bon pour le prochain avenir politique de ce pays. L'opposition

- 5 -

semble cependant - à première vue du moins - tellement inefficace que la violence peroniste, maintenant dûment codifiée et légitimée à l'avance, sera peut-être de nature à décourager même les sursauts les plus timides de ladite opposition. Il n'en est pas moins vrai, cependant, que le peronisme s'organise déjà de façon à pouvoir falsifier dans une très vaste mesure les résultats du scrutin. L'opposition a découvert, par exemple, que sur 14.252 électeurs attribués à un des arrondissements de Buenos Aires, pas moins de 11.353 figurent comme domiciliés dans un seul et unique bâtiment d'une rue! On a aussi découvert tout à coup que Buenos Aires où, d'après le recensement, il existe beaucoup plus d'hommes que de femmes, accuse maintenant un surplus de 500.000 femmes qui se sont annoncées pour prendre part au vote! Comme vous le voyez, il s'agit de chiffres conséquents. Des faits de ce genre qui se répètent à mille endroits et d'autres événements de tout genre portent à croire que le peronisme n'est pas tellement sûr du résultat final de son entreprise. Le développement des événements au cours des prochaines semaines sera très instructif.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral,
l'assurance de ma très haute considération.

Le Ministre de Suisse:

